

Article original

## Impacts des fake news sur la crise sociopolitique au Mali

*Mahamadou CISSE<sup>1\*</sup>, Bakary DAGNO<sup>2</sup>, Boubacar SANOGO<sup>3</sup>, Ibrahima DEMBELE<sup>4</sup>*

1\*.Université de Ségou, (Mali) Email : [mahamadoucisse57@yahoo.com](mailto:mahamadoucisse57@yahoo.com)

2.Université de Ségou (Mali), Email : [bakarydagno84@gmail.com](mailto:bakarydagno84@gmail.com)

3.Laboratoire de Recherche en Management et de la Décentralisation-LAREM-DEC (Mali) Email : [boubabox9@gmail.com](mailto:boubabox9@gmail.com)

4.Université de Ségou, (Mali) Email : [idembele043@gmail.com](mailto:idembele043@gmail.com)

Article soumis le 02/04/2026et accepté le 11/05/2026

**Auteur correspondant** : E-mail : [renengatse@gmail.com](mailto:renengatse@gmail.com)

**Réf : AUM13-0213**

**Résumé :** Cet article s'inscrit dans une dynamique d'attirer l'attention des autorités sur un phénomène qui prend de l'ampleur et crée par la même occasion des fissures sur la stabilité sociopolitique au Mali. En effet, la diffusion des fake news prend de l'ampleur à tel point que l'on n'arrive plus à distinguer le vrai du faux en termes d'information. Cela constitue un danger pour les populations, particulièrement les plus jeunes qui sont les plus exposés au phénomène. Ainsi, compte tenu de la sensibilité de la problématique, nous avons opté pour une démarche mixte qui consiste dans un premier lieu à interroger les professionnels de l'information et les organismes de régulation de l'information et de la communication. Ensuite, les populations ont été associées afin d'obtenir leurs opinions sur la question. Il ressort des résultats, qu'en plus de la multiplicité des canaux de diffusion de l'information, les réseaux sociaux sont aujourd'hui les plus utilisés et plus particulièrement par la jeunesse qui y voit plutôt un moyen de s'informer constamment de la gestion du pays. Cela n'est pas sans conséquence, car vu la facilité d'accès, ils sont devenus plutôt un moyen de propagande et de diffusion de données de toute nature tendant à influencer l'opinion et créer un écart entre gouvernants et gouvernés. Cette situation exacerbe les clivages entre soutiens des autorités et critiques aux autorités, entre les différentes confessions religieuses et menace le vivre ensemble. Face aux impacts négatifs de ces fake news sur la stabilité sociopolitique au Mali, il est

impératif que les autorités prennent conscience du danger du phénomène et réagissent en cadrant les médias numériques et en insistant sur la sensibilisation et l'éducation à la citoyenneté déjà amorcée par le département de la jeunesse et de la construction citoyenne.

**Mots clés :** crise sociopolitique, fake news, impacts, informations, Mali

### **Impacts des fake news sur la crise sociopolitique au Mali**

**Abstract:** *This article aims to draw attention to a phenomenon that is growing and, at the same time, creating cracks in Mali's sociopolitical stability. Indeed, the spread of fake news is increasing to the point where it has become difficult to distinguish true information from false information. This poses a danger to the population, particularly the younger people who are the most exposed to the phenomenon. Given the sensitivity of the issue, we opted for a mixed approach that first involves interviewing information professionals and information and communication regulatory bodies. Then, the population was included to gather their opinions on the matter. The results show that, in addition to the multiplicity of information dissemination channels, social networks are now the most used, particularly by young people who see them mainly as a way to constantly stay informed about the management of the country. This is not without consequences, because given their ease of access, they have become rather a means of propaganda and dissemination of all kinds of data aimed at influencing opinion and creating a gap between the rulers and the governed. This situation exacerbates the divisions between support for the authorities and criticism of them, between different religious denominations, and threatens social cohesion. Given the negative impacts of these fake news on sociopolitical stability in Mali, it is imperative that the authorities become aware of the danger of this phenomenon and respond by regulating digital media and emphasizing awareness and education on citizenship, initiatives already started by the Department of Youth and Citizen Development.*

**Keywords:** sociopolitical crisis, fake news, impacts, information, Mali

## **Introduction**

Le Mali, à l'instar des autres pays du Sahel, est confronté à une conjonction complexe de défis liés à la crise sécuritaire, aux instabilités politiques, à la pression socioéconomiques et aux disparités culturelles et régionales. Ainsi, dans ce contexte majeur, l'information joue un rôle crucial, pouvant être un facteur de cohésion ou de division des rapports de pouvoirs. L'environnement médiatique malien est riche et fragmenté. À côté des médias traditionnels (radios communautaires, télévisions nationales et privées, journaux), les plateformes numériques et les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter, Tik-Tok...) sont devenus

des vecteurs d'information incontournables et dominants le paysage médiatique du pays dont les jeunes sont les plus exposés (Jehel & Meunier, 2024, pp. 5-20).

Cette démocratisation de l'accès à l'information s'accompagne malheureusement d'une prolifération de contenus non vérifiés, manipulés ou délibérément faux.

Selon le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (2024) : en avril 2024, les campagnes de désinformation sur le continent africain étaient presque quatre fois plus fréquentes qu'en 2022. Ce qui entraîne des atteintes aux libertés individuelles et bouleverse les pratiques et les manières de penser dans les régions les plus touchées par le phénomène dont le sahel (Frampton, Demers, & Khuth, 2025, pp. 45-48). Le besoin de s'informer perpétuellement a conduit les populations de ces régions à faire recours à d'autres canaux d'informations dont les médias numériques. En raison de la simplification du partage d'informations et de la multiplicité des acteurs, le risque de propagation de la désinformation s'accroît et peut contribuer à amplifier l'insécurité sociopolitique de la région en exacerbant les rivalités politiques et en polarisant les communautés (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2024).

Les fake news circulent à une vitesse fulgurante sur les plateformes numériques et constituent de nos jours un moyen de propagande et de désinformation d'autant plus que les informations diffusées peuvent prendre diverses formes : de la rumeur non fondée au contenu délibérément fallacieux, en passant par la désinformation (informations trompeuses) et la mésinformation (informations fausses partagées sans intention de nuire) (Jowett & O'Donnell, 2015, pp. 1-359). Ces récits issus du numérique avec des acteurs variés sont souvent traités de façon émotionnelle et sensationnelle, créant un terreau fertile dans un climat de méfiance envers les institutions officielles et prolongent les tensions politico-sociales et les jeux d'influence. Ainsi, de cette typologie, nous pouvons classifier les différents désordres informationnels et les autres

formes de contenu fallacieux, ce qui permet de mieux comprendre le phénomène (Wardle & Derakhshan, 2017, pp. 1-107).

Depuis la crise sécuritaire de 2012, le Mali fait face à une vague de désinformation et de fausses nouvelles utilisées sciemment et inconsciemment dans le but de saper la bonne information. Des organisations gouvernementales et non tentent de cadrer les acteurs de l'information en vain mais le mal persiste toujours et est devenu une source de propagande et d'influence pour attirer plus d'abonnées et de réactions, en témoigne les nombreux plateaux de web-tv qui sont devenus des médias à polémique. Aujourd'hui, la monétisation des comptes personnels des utilisateurs des plateformes numériques est devenue une aubaine pour plus de gens qui y voient plutôt une source de revenu et un tremplin pour certains. Composante de la désinformation, les « fake news » ou « infox » sont définis comme « des nouvelles qui véhiculent ou incorporent des informations fausses, fabriquées ou délibérément trompeuses » (OED, 2019).

L'instabilité politique depuis le coup d'Etat de 2020 et la montée de l'extrémisme violent ont secoué l'architecture médiatique dans le pays. En effet, chaque acteur, en fonction des moyens essaie d'influencer l'opinion publique à travers la publication d'informations souvent erronées dans l'unique but de toucher la sensibilité des populations en quête d'information. Cela n'est pas sans conséquence, car les voies officielles sont souvent mal utilisées et des acteurs de tous bords dont des « vidéo-mens » sont aujourd'hui ceux qui distribuent ou relayent l'information au nom des sources officielles sans que ces dernières ne réagissent tant que l'information diffusée va dans leur faveur. Cela a contribué à renforcer la crise de méfiance et un écart entre « gouvernés et gouvernants ». Cela dit, l'intérêt de cette recherche est de pouvoir ressortir les différents impacts des infox sur la crise institutionnelle qui sévit au Mali depuis la crise sécuritaire. A cet effet, il est important de formuler nos interrogations autour des points suivants : comment les fausses nouvelles influencent- elles la crise

socio-politique au Mali ? Quels sont ses impacts sur la confiance institutionnelle, la cohésion sociale et la stabilité du pays ?

Pour ce faire, les objectifs de cette étude sont de : analyser les fake news comme facteurs influençant la crise socio-politique ; et analyser ces impacts sur la confiance institutionnelle. Ainsi nous avons formulé comme hypothèse, les fake news ont une influence sur la crise socio-politique et permettent de créer une crise de confiance envers les institutions de la République.

Alors, dans le but d'appréhender cette recherche, nous avons élaboré des guides d'entretien à l'attention des acteurs en charge de la diffusion et du contrôle de l'information à travers les structures techniques et professionnelles du milieu. Une série d'enquêtes a également été initiée pour comprendre la perception de la population sur la qualité et la provenance des informations utilisées dans le cadre de leur diffusion.

## **1. Méthodes et matériels**

Pour mener à bien cette recherche, nous avons opté pour une démarche mixte qui consiste à combiner les méthodes qualitatives et quantitatives. Ce choix s'explique par la nature de la problématique qui s'intéresse aux impacts des fausses nouvelles sur la crise institutionnelle au Mali et les différentes implications y afférentes. Pour ce faire, nous avons choisi un échantillon de 150 personnes de façon aléatoire à travers les villes de Bamako, Ségou et Sikasso et ayant voulu répondre à nos interrogations. A cet effet, un questionnaire a été adressé à ces derniers afin d'obtenir leurs opinions sur la qualité et la provenance des sources d'informations qu'ils utilisent. En ce qui concerne les entretiens, nous avons élaboré un guide d'entretien composé d'items adressés à certaines structures techniques de l'Etat et des professionnels de la communication afin de mieux comprendre les enjeux autour de la diffusion des fake news et des mesures atténuantes pour stopper la propagation des infox, facteurs d'intensification des conflits sociopolitiques au Mali. Les entretiens semi-directifs ont concerné la direction de la Haute Autorité de la Communication, de l'Agence

Malienne de Régulation des Télécommunications et des Postes, un professionnel de la communication gouvernementale et un spécialiste des questions de communication et d'information. Chaque guide a été réadapté en fonction de l'interlocuteur en face. Compte tenu de la sensibilité de la question, nous avons également procédé à des observations non participantes à travers les réseaux sociaux et contenus diffusés sur internet afin de comprendre réellement les pratiques des acteurs de l'information et de la communication sur les différents angles de traitement de l'information. Les entretiens ont duré en tout, deux heures. Après la collecte des informations, nous avons procédé à la codification et les données ont été saisies à l'aide du logiciel SPSS, puis, l'établissement des tableaux dans le logiciel Excel, suivis des commentaires. Le logiciel Zotero a été utilisé pour faciliter l'élaboration de la bibliographie. Nous avons également fait recours à des écrits réalisés sur la thématique. Cette recherche documentaire nous a conduit aux archives du Ministère en charge de l'économie numérique et de la communication, en plus les sites Internet ont été mis à profit.

## **2. Résultats**

### **2.1. Canaux et acteurs de la diffusion des fausses nouvelles au Mali**

A l'image de nombreux pays au monde, le Mali est confronté à la prolifération des fausses informations dans les discussions publiques. Même si le phénomène n'est pas récent, la multiplication des canaux de partage et de diffusion des informations est une réalité dans un pays où la majeure partie de la population n'est pas alphabétisée (INSTAT, 2023). Cela s'accroît davantage dans le milieu rural où les relais informationnels sont les médias traditionnels compte tenu de la disparité des milieux ruraux en termes d'accès à l'internet souvent due à l'insécurité quasi permanente dans ces zones. De ce fait, il est évident que tout le monde n'a pas accès à l'information au même moment et les sources d'informations sont variées et incluent un traitement de cette dernière sous différents angles qu'elles soient des relais

gouvernementaux ou non. Chaque acteur traite l'information selon l'audience et les orientations politiques, sociales et culturelles du média en question.

Ainsi, plusieurs canaux sont utilisés par la population malienne pour s'informer, (Tableau 1).

**Tableau 1: Les principales sources d'informations**

Sources		Effectifs	Pourcentage (%)
Valide	Radio	8	5,3
	Télé vision	24	16,0
	Journaux	6	4,0
	Sites d'infos	28	18,7
	Réseaux sociaux	61	40,7
	Bouche-à-oreille	23	15,3
	<b>TOTAL</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : enquête personnelle, janvier 2026

Dans cette panoplie de sources d'informations, comme évoqué l'information est souvent traitée en fonction des considérations sociales, politiques et culturelles selon les sources. Ce qui peut contribuer à diffuser des informations erronées qui n'ont rien à voir avec l'esprit dans lequel le message a été transmis. Ainsi, à l'image du tableau ci-dessus, nous observons un recul de l'utilisation des médias traditionnels comme source d'informations : en effet, seulement 5,3% (radio), 16% (télévision), 4% (journaux) et 15% (bouche-à-oreille), ce qui justifie l'essor des nouvelles dynamiques de communication et d'information lié à la propagation des plateformes digitales qui sont faciles d'accès et faciles à transporter tel un dispositif intégré dans le mode de vie des populations. En se référant à cette réalité, nos enquêtes nous confirment que 18,7% des personnes interrogées font recours aux sites internet pour s'informer contre 40,7% qui s'informent perpétuellement à travers les réseaux sociaux dont les plus populaires sont Méta (ex Facebook) et Tik-tok. Cela n'est pas sans conséquence sur la diffusion de l'information d'autant plus que la multiplication des pages Facebook et web-tv a bousculé les

manières de s'informer. A en croire MS, spécialiste de la communication et de l'information : « la communication numérique est devenue incontournable au point que les médias traditionnels se voient évincer de leurs rôles au profit des pages et web-tv qui partagent des contenus souvent non vérifiés sur leurs plateformes afin d'attirer une grande audience ». Cette situation a fait émerger de nouveaux acteurs de diffusion de l'information qui ne sont guère spécialistes ni habilités à partager des données informationnelles, malgré la mise en place des mesures de cybercriminalité adoptée suivant la loi n° 2019 056 du 05 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité au Mali. De son adoption à aujourd'hui, plusieurs personnes ont été frappées par la loi au point de devenir un outil politique de répression des opposants politiques comme le cas d'un ancien dignitaire de la primature qui s'est vu interpellé par l'organe judiciaire à cause d'un tweet. Par ailleurs, les plateformes digitales sont également devenues des instruments de propagande et de diffusion des fausses informations tendant à saboter, dénigrer et partager des messages de haines et de peurs comme les cas observés récemment à travers les différentes sorties des groupes terroristes dont le plus récent date du 14 septembre 2025 mettant en relief un individu se réclamant des groupes de *jihad* menaçant les populations à se soustraire de l'aide des autorités sous peine d'être exposées à des attaques contre les personnes et leurs biens.

Le phénomène de fake news s'exacerbe et constitue un élément de clivage et de divisions touchant une multitude de personnes dont les plus vulnérables sont les jeunes, (Tableau 2).

**Tableau 2: les couches les plus exposées à ce phénomène de fake news**

<b>Tranche d'âge</b>		<b>Effectif</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Valide	Moins de 18 ans	24	16,0
	18-25	63	42,0
	26-35	51	34,0
	36-50	7	4,7
	50 à plus	5	3,3
	<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : enquête personnelle, janvier 2026

A l'image du tableau ci-dessus, le constat est clair : en effet, les jeunes sont les plus exposés au phénomène de fake news, notamment plus 90% consomment les fake news. Cela se traduit par le fait que les outils de diffusion des fausses informations sont en majorité les médias numériques, notamment les réseaux sociaux. Ces médias sont majoritairement utilisés par les jeunes qui y voient comme des canaux de divertissement, de partage d'expérience et de création de liens avec d'autres collaborateurs. Cette situation les expose le plus souvent aux informations sensibles pouvant les atteindre psychologiquement et transformer même leur façon d'appréciation, qui sera influencée par les acteurs de la diffusion des informations fallacieuses tendant à pousser à tort ou à raison les jeunes à adopter une autre posture qui n'a rien à voir avec les réalités socio-culturelles du pays. C'est le cas des « pseudos coachs » qui passent de médias en médias pour induire les jeunes dans certaines erreurs qui ne reflètent pas réellement les réalités sociales. Cette propagande touche même les milieux artistiques et culturels qui ont changé de posture avec des paroles faisant l'apologie de l'exhibitionnisme et de la consommation des stupéfiants considérés aujourd'hui comme une manière de liberté et d'émancipation. Cette réalité fait que la jeunesse malienne importe les tendances d'autres pays et s'en approprie bousculant les normes sociales et les réalités culturelles du pays. Une situation qui pousse à la dépravation des mœurs notamment avec

l'organisation d'évènement privé par certains jeunes dont les fameuses « soirées dior », interdites récemment par les autorités maliennes, qui met en évidence des organisations de jeunes dames louant des appartements pour des séances de danses exhibitionnistes qui n'a quasiment rien à voir avec l'esprit desdites soirées.

Aux regards de tout ce qui précède, les réseaux sociaux attirent plus de monde et à une fréquence exceptionnelle, (Tableau 3).

**Tableau 3: fréquence d'utilisation des réseaux sociaux**

Fréquences	Effectif	Pourcentage (%)	
Valide	Plusieurs fois/jour	124	82,7
	Une fois/jour	11	7,3
	Quelques fois/semaine	2	1,3
	Oui, parfois	7	4,7
	Rarement	5	3,3
	Jamais	1	0,7
	<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : enquête personnelle, janvier 2026

Conformément à ce tableau, plus de 82% des enquêtés ont révélé une fréquence d'utilisation des réseaux sociaux quasi permanente tout au long de la journée. Ce qui révèle une question de dépendance vis-à-vis des réseaux sociaux. Cela constitue une rupture de certains liens sociaux en témoigne AH, communicant traditionnel : « depuis l'arrivée des réseaux sociaux s'en est suivi un problème d'individualisme. Ce qui fait que même les discussions entre famille, collègue et autres se passent sur les réseaux sociaux reléguant les interactions physiques en arrière-plan ». Selon le même auteur : « les interactions intergénérationnelles sont affectées, puisque les jeunes vivent loin des adultes pour apprendre d'eux ». Cette situation constitue un écart générationnel et une rupture dans le pouvoir de transmission de savoir-faire et savoir-être, vertu des sociétés traditionnelles maliennes. Outre cela, beaucoup

d'information sont consommées sans vérification rigoureuse, le tableau 4 suivant nous en édifie davantage.

**Tableau 4: vérification des sources avant consommation**

<b>Opinion</b>	<b>Effectif</b>	<b>Pourcentage (%)</b>	
Valide	Oui, toujours	54	36,0
	Oui, parfois	44	29,3
	Rarement	36	24,0
	Jamais	16	10,7
	<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : enquête personnelle, janvier 2026

Dans ce tableau, les pratiques sont contrastées. En effet, même si beaucoup estiment vérifier avant toute consommation de l'information, cependant il existe plusieurs personnes qui ne se donnent pas l'exigence de vérifier les sources des informations. Ce qui constitue une armada de proies exposées aux fausses informations. Aujourd'hui, beaucoup sont ceux qui ont grimpé en notoriété grâce à leur présence sur les réseaux sociaux et qui diffusent des données souvent erronées, quid à obtenir une audience acquit à leur cause, même si c'est pour partager des fausses nouvelles. Aujourd'hui, l'information est traitée en fonction de la sensibilité des usagers, ce qui en fait un couteau à double tranchant d'autant plus que chacun l'interprète selon ses propres considérations souvent sans chercher à savoir la provenance et l'esprit de l'information. Ce qui en constitue un enjeu majeur dans un contexte d'insécurité grandissante et de crise institutionnelle marquée par un contraste de l'opinion nationale, d'une part et d'autres, les « *faso deen jugu* » par opposition au bon citoyen pour indexer les critiques aux pouvoirs.

Ainsi, les fake news viennent de partout et peuvent concerner divers acteurs qui les propagent selon un agenda précis. Des individus mal intentionnés aux groupes politico-fanatiques qui essaient d'instrumentaliser l'information à des fins personnels dans le but de nuire aux institutions de la République. Cette situation

créée beaucoup d'amalgames dans l'esprit des populations qui ne savent point de quel côté se mettre. Cela exacerbe les crises de confiance vis-à-vis des institutions et des gouvernants laissant planer des doutes d'opacité dans la gestion des affaires publiques. En exemple, les récents rappels des autorités de la transition interdisant aux web-activistes de diffuser ou de partager des informations se rapportant aux opérations des forces de défense et de sécurité dont la diffusion officielle est exclusivement dédiée aux sources gouvernementales dont le Centre d'Information Gouvernementale du Mali (CIGMA) et la Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'Armée (DIRPA) des Forces Armées Maliennes en plus des médias de l'Etat comme l'ORTM et l'ESSOR. Une mesure gouvernementale pour reprendre la main sur la diffusion des informations fallacieuses tendant à créer des doutes dans l'esprit des populations. Par ailleurs, malgré l'implication des autorités à contrer la diffusion des fausses informations à travers le renforcement des mesures de cybercriminalité, le phénomène persiste et a des impacts considérables sur la gestion de la crise sociopolitique qui sévit au Mali depuis plus d'une décennie.

## **2.2. Impact des fausses nouvelles sur la crise socio-politique**

La diffusion des fausses nouvelles est devenue chose courante au Mali d'autant plus que l'opinion est fragmentée entre les « pro » et les « anti » transition d'une part et les groupes terroristes d'autre part. Chacun essaie de remporter la « guerre médiatique » afin d'influencer l'opinion publique nationale. Si d'un côté, il s'agit d'un mécanisme pour faire adhérer les populations aux nouvelles orientations politiques opérées par les autorités depuis le double putsch de 2020 et 2021. Par ailleurs, les organisations terroristes qui opèrent dans le pays relaient des informations pour semer le doute et la méfiance vis-à-vis des actions de l'Etat. En effet, depuis ces événements cités ci-haut, le Mali se trouve dans un cycle de désinformation et de propagande sans limite sur les médias sociaux. Les rumeurs circulent mieux que les communiqués officiels tendant à mettre en péril toute initiative

de cadrer les informations qui circulent. Ainsi, si pour certains, il faut que les autorités renforcent les dispositifs sécuritaires pour protéger les populations du fléau notamment en contrôlant les médias sociaux, d'autres estiment une sensibilisation et la multiplication des communiqués officiels pour informer en temps réel les populations. Dans tous les cas, nous sommes face à une situation complexe qui mérite une attention particulière de la part des autorités pour ne pas atteindre les libertés fondamentales tout en garantissant un accès équitable aux moyens de communication et d'information. Aujourd'hui, la situation sociopolitique du pays exige une attention particulière aux informations diffusées d'autant plus que cela peut affecter le jugement des uns et des autres par rapport à la gestion du pays et par rapport à la résolution des conflits sociaux et politiques dans le pays. Ainsi, sur certains aspects de la stabilité, nous avons voulu mesurer l'opinion des enquêtés sur l'impact qu'a les fake news sur la crise sociopolitique au Mali, (Tableau 5).

**Tableau 5: Impact des fake news sur la stabilité**

Aspects de la stabilité		Très négatif (%)	Négatif (%)	Sans avis (%)	Très positif (%)	Positif (%)	Total (%)
Valide	<b>Aspects de la stabilité</b>	40	49	3	5	3	100
	<b>Cohésion sociale</b>	47	42	2	4	5	100
	<b>Confiance aux institutions</b>	44	48	2	3	3	100
	<b>Stabilité politique</b>	40	49	3	5	3	100

Source : enquête personnelle, janvier 2026

A la lecture de ce tableau, il apparaît clairement que la désinformation a un impact négatif sur la stabilité du pays. A en croire, les données de nos enquêtes, 89% estiment plus ou moins négatif la désinformation sur la cohésion sociale et sur la confiance aux institutions. Cependant, 92% trouvent négatif les impacts qu'à les « fake news » sur la stabilité politique. Une minorité ne

dépassant guère les 8% perçoivent positivement les impacts de la désinformation. En effet, certains estiment qu'il faut jouer sur la sensibilité des populations en leur vendant des informations sur la capacité des politiques à prendre en compte les besoins des populations, à renforcer le sentiment d'unité nationale et à prouver que les affaires publiques sont bien gérées. Pour les adeptes de cette idéologie, dans les dures périodes, les populations ont besoin d'informations capables de réunir même si les données peuvent souvent être erronées. Cette situation est révélatrice d'un problème de stabilité générale compte tenu de l'ampleur des fausses informations qui circulent dont les principaux canaux de propagation sont les réseaux sociaux qui sont moins cadrés que les médias traditionnels. Aujourd'hui, il est important de souligner que les pays du sahel dont le Mali font face à une crise multidimensionnelle engendrée par la politique paternaliste des anciens colons, de l'extrémisme violent en plus de la pénurie de leadership caractérisée par une perte de confiance des populations aux politiques qui ont géré ces Etats depuis les réformes démocratiques dans les années 1990, qui a vu la naissance du multipartisme et de la liberté d'expression. Fort de ces soubresauts, il est normal de se pencher sur la qualité des informations consommées par les populations qui n'ont pas les mêmes accès, qu'ils soient dans les zones urbaines ou rurales. De ce point de vue, l'accès à la bonne information devient un levier de la cohésion sociale et du vivre ensemble compte tenu de la disparité socio-économique des terroirs. Si pour la constitution malienne (Art. 14 du 22 juillet 2023), le droit d'accès à l'information est une garantie, il est important de souligner que l'information est devenue aujourd'hui un outil de manipulation et de propagande pour semer l'incertitude et créer un écart entre gouverné et gouvernant dans un tournant aussi décisif que vit le pays depuis la dégradation de la situation sécuritaire en 2012. Les fausses informations circulent à une vitesse exponentielle au point où on arrive plus à faire le distinguo entre le vrai du faux, malgré la présence de plusieurs organismes luttant contre ce fléau. Pour A.G, coordinateur d'une plateforme qui traque les fausses nouvelles au

Mali : « On avait un moment donné, connu une accalmie dans la fabrication et la circulation des fake news, mais avec les nouveaux enjeux géostratégiques, notamment les situations difficiles entre le Mali et ses anciens partenaires et les nouveaux partenariats stratégiques avec d'autres Etats, il y a beaucoup, beaucoup de fake news qui circulent aujourd'hui. »

A en croire, le concerné il s'agit d'une situation qui découle des enjeux géostratégiques des pays dont chaque partie cherche à influencer l'opinion publique afin qu'elle lui soit favorable. Dans cette guerre communicationnelle, les populations sont les premières victimes car n'ayant pas souvent accès à la bonne information spéculent le plus souvent et vivent entre terreur et horreur.

### **2.3. Réponses et défis face à la désinformation au Mali**

Dans le monde entier, de nombreuses tentatives ont été faites pour légiférer afin de lutter contre le phénomène de la désinformation (Assemblée parlementaire de la méditerranée, 2024). Malgré cela les réponses dépendent souvent des différentes politiques des gouvernants tant que cela leur est favorable. Cela dit, une « fake news » reste une fausse information quel que soit l'esprit qu'il y a derrière, car il s'agit souvent de diffuser des données erronées sciemment dans le but d'influencer l'opinion publique. Au Mali, un phénomène qui a pris beaucoup d'ampleur et qui risque de créer des situations incontrôlables en fragmentant l'opinion publique, en opposant certains « super citoyen » des « *faso deen djugu* » mauvais citoyen, en créant de la méfiance entre les croyances religieuses et en éloignant tout simplement les gouvernants des gouvernés. Une situation aussi déplorable qu'il est urgent de remédier afin d'éviter une éventuelle crise sociale qui pourrait découler sur une guerre génocidaire dont les conséquences seront insoutenables.

Ainsi, les autorités doivent cadrer les informations sur les réseaux sociaux et organiser le sous-secteur de l'information et de la communication afin de les outiller sur les bonnes pratiques informationnelles en temps de crise d'autant plus qu'aujourd'hui la

sensibilité des évènements exigent une approche beaucoup plus humaniste en tenant compte de l'angle de traitement des informations sans heurter la sensibilité des uns et des autres. Il s'agit d'une approche beaucoup plus neutre, responsable et professionnelle afin de diffuser que des données vérifiées et authentiques sans qu'il n'y ait de partie pris. Pour ce faire, il existe déjà des outils de *fact-checking* et de vérification de l'information, il serait intéressant de capitaliser sur ces acquis afin de continuer à les améliorer et de pousser les professionnels du domaine à s'inscrire dans une dynamique de donner la bonne information au public. Le durcissement des lois sur la cybercriminalité peut également être renforcé et concerner les fausses informations. En effet, toute personne qui divulgue une information directement ou indirectement via un canal et qui s'avère fausse devrait être interpellée et sanctionnée selon la loi en vigueur. Cela permettra de diminuer la diffusion des données erronées. Pour certaines informations d'ordre sécuritaire, privilégier les sources officielles et sensibiliser l'opinion sur toute forme d'utilisation de ces données quel que soit l'esprit qu'il y a derrière. Le Mali est un pays avec un faible niveau d'alphabétisation, en effet, 33,7 % chez les personnes âgées de 15 ans ou plus (INSTAT, 2024), ce qui représente une frange importante de la population malienne. A cet effet, la libéralisation des réseaux sociaux doit être contrôlée, surtout en milieu jeune afin de choisir les contenus à propager et les contenus à filtrer dans le but de protéger la nouvelle génération qui est devenue une proie facile à la propagande des forces extérieures. Privilégier la diffusion des contenus sains et éducatifs permet de suivre l'évolution d'une génération encline à certains maux des campagnes d'influence négative sur les jeunes. Des formations à la citoyenneté initiées par le département de la jeunesse doivent être élargies et concerner toutes les corporations afin d'uniformiser les pratiques citoyennes et consolider les débats intergénérationnels gage d'une stabilité sociale.

### 3. Discussion

La problématique des fake news dont il est question va au-delà du seul cas malien. En effet, il s'agit d'une pratique utilisée sciemment ou non pour influencer les populations dans leur prise de décision. Aujourd'hui l'architecture médiatique au Mali est considérablement bouleversée depuis la vulgarisation d'internet et des plateformes numériques qui sont vite devenues une aubaine pour de nombreux utilisateurs. Si pour certains, il s'agit d'informer une audience en quête d'information, d'autres y voient plutôt un moyen de propagande et de diffusion d'informations fallacieuses tendant à créer de la discorde et le doute dans l'esprit des utilisateurs.

Ainsi, des résultats de notre étude, nous notons une multitude d'acteurs et des canaux de diffusion de l'information et de la communication. À côté des médias traditionnels, les réseaux sociaux sont devenus un vecteur de diffusion par excellence compte tenu de la facilité d'accès. En effet, 40,7 % de nos enquêtés estiment faire recours à leur dynamique pour s'informer. Ce postulat rejoint les théories de Shirky (2011, pp. 28-41) et Castells (2015, pp. 1-328) qui mettent la lumière sur la capacité des réseaux sociaux à transcender au-delà même des limites des médias traditionnels avec une forte capacité de mobilisation et de diffusion en un temps record (Guille, 2014, pp. 3-189), particulièrement remarquables durant les crises politiques de 2020 et 2021 (Dembelé, et al, 2024, pp. 267-292). Ce phénomène de propagation in-extremis de ces médias sociaux a un fort impact sur les jeunes en témoignent nos résultats avec un taux d'exposition relative à plus de 90% de jeunes, ce qui en fait la couche la plus perméable au phénomène de « fake news » (Stanford History Education Group, 2022). Cela constitue une réalité au Mali d'autant plus que la population est majoritairement jeune, avec un taux d'alphabétisation moins conséquente 33,7 % chez les personnes âgées de 15 ans ou plus (INSTAT, 2024) surtout dans les milieux défavorisés. Pour une jeunesse souvent en quête de stabilité identitaire (Erikson, 1968, pp. 165-336) dans un monde perçu comme chaotique avec des discours complotistes çà et là, les

récits sur ces plateformes numériques offrent une certaine sécurité cognitive et émotionnelle. Cela s'accroît davantage au Mali avec la polarisation des discours dits « patriotiques » et un étiquetage anti citoyen sur toute personne cherchant à dévier la donne. Cela est d'ailleurs confirmé par Fischer et al., (2020, pp. 33-46), qui stipule qu'une exposition prolongée à la désinformation peut générer une perte de confiance généralisée envers les institutions et exacerber les tensions sociales. Cela est repris dans les travaux de Frenda, et al. (2013, pp. 280-286) et de Lewandowsky, et al. (2012, pp. 106-131) : les fake news fonctionnent comme des objets affectifs : elles renforcent l'appartenance à un groupe, confortent les croyances existantes, réduisent l'anxiété face à l'incertitude.

Cependant, si une éducation critique est mise en œuvre tout en insistant sur les volets citoyenneté et responsabilité, le numérique pourrait aider à une décrispation des tensions sociales. Cela passe par une implication des autorités maliennes à mieux cadrer le domaine de l'information et à insister sur des pratiques responsables et citoyennes dans la diffusion de l'information sans faire restriction à la liberté d'expression tout en garantissant la sécurité et l'ordre public, équilibrant ainsi les droits de l'homme et les exigences y afférentes.

L'analyse des résultats confirme des impacts significatifs des fake news sur la crise sociopolitique au Mali. Les réseaux sociaux en sont des vecteurs de propagation qui, lorsqu'ils sont bien cadrés permettent de faire tout une autre lecture des événements sociaux.

## **Conclusion**

Cette étude met en lumière les impacts qu'ont les fake news sur la crise sociopolitique au Mali. En effet, les conclusions sont plutôt alarmantes d'autant plus que le phénomène est en train de créer une incompréhension généralisée due à la mauvaise lecture des informations qui sont souvent erronées de façon arbitraire et qui constituent une source de division entre les maliens. Des tendances « bon citoyens » se démarquent des critiques « anti institution »

tendant à exacerber une crise de méfiance et de confiance envers les institutions et leur représentant. Aujourd'hui, il est plutôt important de cadrer l'utilisation des sources de propagation des informations, en occurrence les réseaux sociaux qui sont non seulement incontournables mais des réels vecteurs de la désinformation. Cette situation constitue un danger pour la stabilité du tissu social malien compte tenu de l'envergure des discours et de la qualité des messages y relatifs. Les nouveaux enjeux politiques du pays doivent s'inscrire dans une volonté de rassemblement et écarter toute nuance dans le traitement des citoyens qui se voient discriminer pour leur opinion. Ainsi, cette étude a permis d'analyser les fake news comme facteurs influençant la crise socio-politique ; et ces impacts sur la confiance institutionnelle au Mali. L'application des bonnes pratiques informationnelles est nécessaire afin de donner le choix aux populations de formuler des critiques objectives dans le débat des idées. Un cadrage des lois sur l'utilisation des réseaux sociaux et le renforcement des contenus vérifiés via des outils adéquats de *fact checking* sont indispensables pour protéger les populations contre les problèmes découlant de la désinformation. Pour ce faire, il urge de mettre en place des mécanismes afin de stopper la propagation des fake news en renforçant les campagnes d'éducation à la citoyenneté, de vérification des données avant toute consommation, initier une certaine restriction à certains contenus des approches beaucoup plus neutre, responsable et professionnelle afin de diffuser que des données vérifiées et authentiques sans qu'il n'y ait de partie prise. Un accent particulier doit être mis sur la protection des populations jeunes à travers la diffusion d'informations éducatives et insister sur la diffusion des données sécuritaires du seul ressort des sources gouvernementales habilitées et sensibiliser l'opinion sur toute forme d'utilisation de ces données quel que soit l'esprit qu'il y a derrière. Loin d'être exhaustive, des études plus approfondies sur le cadre réglementaire et les impacts des médias sociaux sur la cohésion sociale gagneraient d'être abordées afin de mettre la lumière sur la dynamique autour de ces derniers.

## Références bibliographiques

Assemblée parlementaire de la méditerranée. (2024). *L'impact de la désinformation, de la mésinformation, des « infox » et de l'ingérence étrangère sur les systèmes démocratiques* .

Castells, M. (2015). *Réseaux d'indignation et d'espoir : mouvements sociaux à l'ère d'Internet*. Polity Press.

Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. (2024, avril 1). Cartographie de la vague de désinformation en Afrique. Washington DC. Consulté le juin 1, 2025, sur <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/>

Dembelé, K., Ballo, I., Koné, B., Sissoko, E. F., & Dembelé, A. (2024). RESEAUX SOCIAUX AU MALI : Entre mobilisation politique et mécanismes de censure. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 7(1), pp. 267 – 292.

Erikson, E. H. (1968). *Identité, jeunesse et crise*. New York: W. W. Norton Company.

Frampton, M., Demers, J., & Khuth, S. (2025). La désinformation au Mali : Analyse des métarécits dans l'écosystème numérique. *Recherche et politique appliquée*, 1(1), pp. 45-58.

Frenda, , S., Knowles, E., Saletan, W., & Loftus, E. (2013). Faux souvenirs d'événements politiques fabriqués. *Revue de psychologie sociale expérimentale*, 49(2), pp. 280-286.

Guille, A. (2014). *Diffusion de l'information dans les médias sociaux : Modélisation et analyse*. Lyon: Université Lumière.

INSTAT. (2023). *Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP)*. Bamako: INSTAT.

INSTAT. (2024). *Alphabétisation et Scolarisation des Femmes et des Filles au Mali à partir des données du RGPH5*. Bamako.

Jehel, S., & Meunier, J.-M. (2024). Les pratiques informationnelles des adolescents 2023. (Université Paris 8). Paris, Saint-Denis. doi:hal-04660930

Jowett, G., & O'Donnell, V. (2015). *Propaganda and persuasion*. California: Sage Publications, Inc.

Lewandowsky, S., Ecker, U., Seifert, C., Schwarz, N., & Cook, J. (2012). Désinformation et correction : influence continue et débidisation réussie. *Psychological Science in the Public Interest*, 13(3), pp. 106-131.

OED, O. E. (2019). *Fake news*. Oxford English Dictionary. Récupéré sur <https://www.oed.com/view/Entry/67776?redirectedFrom=fake+news#eid1264306660>

Shirky, C. (2011). Le pouvoir politique des réseaux sociaux : technologie, sphère publique et changement politique. *Foreign affairs*, 90, pp. 28-41.

Stanford History Education Group. (2022). *Civic Online Reasoning: A National Portrait*. Stanford University.

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Strasbourg Cedex: Council of Europe.